

## Sur l'évolution du parti communiste français

François Fejtő

Volume 6, numéro 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fejtő, F. (1975). Sur l'évolution du parti communiste français. *Études internationales*, 6(3), 355–362. <https://doi.org/10.7202/700577ar>

## SUR L'ÉVOLUTION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

François FEJTÖ \*

Au cours des années 1970-1974, depuis le commencement des conversations socialo-communistes sur le programme commun, une des questions que l'on a entendu le plus souvent poser dans les milieux politiques et journalistiques français était de savoir si le parti communiste a changé et, si oui, dans quelle mesure il a évolué ? Sa conversion à la démocratie, au frontisme, au pluralisme, signifiée par le « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire » (1971) était-elle sincère ? Son alliance avec le P.S. et les radicaux de gauche ouvrait-elle un nouveau chapitre dans l'histoire politique de la France et serait-elle durable ? Après le parti communiste italien qui avait joué le rôle de pionnier, le parti communiste français s'engagerait-il à son tour dans une voie qui conduirait à la sociale-démocratisation ?

À présent, depuis le congrès extraordinaire du P.C. en octobre 1974, la question est autrement posée : pourquoi, après la fin de l'été 1974, le parti communiste a-t-il brusquement changé de politique et de visage ? Dans quelle mesure ce changement, ou plutôt ce retour en arrière, cette rectification de ligne, notamment en ce qui concerne les rapports avec le parti socialiste, accompagnés de nouvelles déclarations d'allégeance au camp socialiste, sont-ils le résultat du développement interne au parti et dans quelle mesure proviennent-ils de facteurs externes, d'obligations internationales du parti communiste ?

Le fait est que si la querelle avec le parti socialiste engagée en octobre 1974, a porté un coup sévère à l'union de la gauche, elle a aussi brouillé l'image de marque nouvellement et difficilement acquise du parti communiste comme parti à portes ouvertes, au « cœur ouvert ». Le parti socialiste lui a fait confiance ; il s'est porté garant du fait que le P.C. jouera désormais franchement le jeu démocratique en acceptant, par exemple, le principe de l'alternance, celui de la pluralité des partis, etc. Aussi l'union de la gauche a-t-elle réalisé de grands progrès depuis la signature du Programme commun en 1972. Les progrès de la gauche étaient sensibles aux élections législatives de 1973 ; la gauche unie a atteint son point culminant aux élections présidentielles en mai 1974 avec 49,2% des voix pour son candidat, François Mitterand. Georges Marchais, en parlant devant le Comité

---

\* *Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.*

central le 11 juin 1974, a qualifié ce résultat de « bond en avant d'une extrême importance ». À cette réunion, on n'entendait encore aucune critique, aucun reproche à l'adresse des socialistes. Marchais soulignait que le Programme commun ne devait pas être considéré comme un texte sacré, que des révisions, des adaptations aux circonstances changeantes, étaient possibles. Notons cependant que dès ce moment, Marchais a cru nécessaire de rassurer les militants traditionnalistes en laissant entendre qu'il ne s'agissait pas de sacrifier le parti sur l'autel de l'unité, mais de le renforcer. Une concurrence loyale au sein de la gauche était possible : « Nous devons être les meilleurs et nous en avons les moyens <sup>1</sup>. »

La lecture d'un livre publié en automne 1974 par deux journalistes, André Harris et Alain de Sédouy, *Voyage à l'intérieur du Parti communiste* <sup>2</sup>, permet de se faire une idée de l'image que les dirigeants du P.C.F. avaient voulu donner à cette époque d'eux-même à l'opinion française. Les deux journalistes ont reçu un accueil très ouvert. Pendant plusieurs mois, ils ont pu cheminer de cellule en cellule, de fédération en fédération, assister à des réunions de haut niveau jusqu'ici fermées à tout non-communiste. Seules les portes du Bureau politique et du Comité central leur sont restées fermées. « Cela, leur a dit Roland Leroy, considéré comme le numéro 2 du parti, c'est la *liturgie*... Vous ne pouvez y toucher. »

George Marchais qu'ils ont longuement interviewé, leur a tenu un langage insolite.

Le socialisme français ne s'inspirerait d'aucun modèle étranger... C'est une théorie à laquelle je suis personnellement très attaché et que j'ai développée depuis. En 1969, j'avais avancé la thèse que plus nous nous rapprochions du socialisme, plus il y aurait des diversités dans les expériences socialistes... Cela avait fait pas mal « tousser » à l'époque... Le socialisme au pouvoir en France ne peut être qu'un « socialisme d'alliance ». Si nous nous assignons comme objectif premier de commencer la transformation socialiste, ce n'est pas treize millions de voix que nous aurons, c'est dix... Il faut tout de même se décider, voir les gens comme ils sont et pas comme on voudrait qu'ils soient...

Marchais a fini son exposé en reprenant l'idée gaulliste de la *participation* comme objectif du parti dans les circonstances présentes ; il a repoussé l'auto-gestion à la manière yougoslave comme une pratique ouvrant la voie à l'anarchie. Par ailleurs, les deux journalistes ont participé à une intéressante réunion de la SIC (Section des intellectuels et de la culture) dirigée par Roland Leroy et Pierre Juquin. Ce qu'on n'a pas remarqué au moment de la publication du livre, c'est qu'à cette réunion les deux journalistes ont pu entendre des sons de cloche quelque peu différents, plus durs. Ainsi Leroy expliquait-il aux intellectuels, à propos de l'affaire Soljenitsyne, qu'il fallait mener avec plus d'intransigeance et de courage

1. *L'Humanité*, 12 juin 1974.

2. Éditions du Seuil, 1974.

le combat contre les différentes manifestations d'antisoviétisme. Il a parlé sur un ton méprisant des intellectuels socialistes, de leur participation « minable » à la Semaine de la pensée marxiste où on leur aurait fait « une trop grande place ». Un des orateurs a mis en cause la tentative mal venue des socialistes de recruter parmi les cadres, terrain de chasse que les communistes auraient voulu se réserver. On y sentait déjà le grondement de l'orage, le réveil de l'esprit monopoliste. C'est ce démon-là que les participants à une Table Ronde organisée par la revue *Esprit* sur l'évolution du P.C.F. ont particulièrement épingle comme le principal élément de blocage du parti communiste<sup>3</sup>. Les « Questions essentielles » que les participants ont posées au P.C.F. se résument à ceci : renonce-t-il à sa prétention d'être le parti de la classe ouvrière ? renonce-t-il à ses liens transnationaux avec l'Union soviétique ?

Ces questions paraissent académiques depuis l'automne 1974 puisqu'au cours de la campagne engagée contre les socialistes les communistes y ont abondamment répondu.

1) En effet, des thèmes majeurs de la campagne de critique contre les socialistes a été la revendication, pour le parti communiste, du rôle d'avant-garde, de ce que Georges Lavau appelle « le monopole de la fonction tribunitienne<sup>4</sup>. » Il y a là d'ailleurs rien de particulièrement nouveau. Georges Marchais, dans son livre *Le défi démocratique*, publié en pleine lune de miel socialo-communiste, avait déjà mis en avant l'importance décisive du rôle joué par « la classe ouvrière et son parti communiste ». La prétention des socialistes d'être également un parti ouvrier a été repoussé comme ridicule. À ce sujet, c'est Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C., qui a avancé les arguments les plus significatifs en affirmant que pour parler du parti de la classe ouvrière, on ne saurait se placer essentiellement sur le terrain de l'influence parmi les ouvriers, car ce serait admettre qu'à certains moments de l'histoire, des partis réactionnaires, parce qu'ils avaient de l'audience parmi les ouvriers, seraient devenus des partis de la classe ouvrière. « Le critère déterminant c'est la reconnaissance pratique et théorique du rôle de la classe ouvrière dans le combat révolutionnaire, dans la lutte des classes ». Le P.C. est le parti par excellence de la classe ouvrière parce que lui seul reconnaît et magnifie ce rôle et parce que les ouvriers jouent en son sein un rôle capital, tandis que la composition des congrès ou de la direction du parti socialiste illustre le peu d'attaches ouvrières du P.S.<sup>5</sup>

2) Le deuxième grand thème mis en avant au cours de cette campagne a été la solidarité du P.C. avec l'Union soviétique et le camp socialiste.

3. Cf. l'énigme communiste, Table ronde avec la participation de Jean-Marie Domenach, Jacques Ozouf, Michel Winock et Georges Lavau, *Esprit*, février 1975.

4. « Le P.C.F. peut jouer et il joue ce rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et du peuple parce qu'il est le parti de la classe la plus intéressée à la transformation de la société : la classe ouvrière ; parce qu'il fonde son action sur une théorie révolutionnaire... ; parce qu'il dispose de règles et de méthodes d'organisation qui assurent son unité dans l'action. » (G. Marchais au XXI<sup>e</sup> congrès).

5. Interview dans *France Nouvelle*, 12 mai 1975.

Lorsque le P.C. envisage la possibilité pour les Français de conditions plus favorables pour accéder au socialisme grâce à la victoire du programme commun, déclarait Paul Laurent, il met dans la balance au positif l'existence d'un système de socialisme mondial. Nous jugeons celui-ci comme une donnée essentielle car il a offert l'exemple de la libération de l'exploitation capitaliste et a permis au monde de s'engager dans la voie de la coexistence pacifique<sup>6</sup>.

Le 22 novembre 1974, Mitterrand avait adressé aux secrétaires, aux parlementaires et aux membres du Comité directeur de son parti une circulaire faisant le tour des reproches qui lui avaient été faits par les communistes durant la campagne à laquelle le XXI<sup>e</sup> congrès du P.C. avait donné le signal :

1) Les communistes faisaient grief à Mitterrand pour avoir lancé le mot d'ordre de « rééquilibrage de la gauche », indiquant son intention de surpasser le parti communiste. Mitterrand répondait qu'en voulant faire progresser le P.S. il n'a pas cherché pour autant à affaiblir le P.C., mais qu'il n'acceptait pas que le P.C. fort se présente comme le seul garant de la réalisation du Programme commun.

2) À propos des élections municipales et des élections partielles du 29 septembre et du 6 octobre, alors qu'un candidat socialiste et un radical de gauche ont été élus avec les voix communistes, tandis que le candidat communiste, en Dordogne, a été battu, faute d'avoir réuni sur son nom les voix socialistes ; les communistes reprochaient aux socialistes de manquer de loyauté à leur égard. Mitterrand répondait en regrettant les quelques incidents survenus, mais en soulignant que le P.S. s'interdirait toute alliance électorale qui serait contraire à la stratégie commune.

3) Aux assises du socialisme tenues en novembre, les communistes notaient l'absence de toute référence au Programme commun, ce dont ils ont conclu à l'intention des socialistes de bousculer le Programme commun.

4) En citant quelques déclarations de Gaston Defferre et d'autres dirigeants socialistes, les communistes accusaient le parti de Mitterrand de ne pas exclure une participation éventuelle du pouvoir sous la présidence de Giscard avec la majorité actuelle. Mitterrand rappelait en réponse que Georges Marchais lui-même envisageait une possibilité analogue du temps de Pompidou en déclarant le 15 février 1973 que « dès lors qu'une majorité de gauche serait élue, le Président de la république devra désigner un premier ministre de cette majorité ».

Toujours est-il que, surpris par la soudaineté et la brutalité des attaques communistes, les socialistes ont désigné une commission de travail pour étudier

6. Paul LAURENT, interview dans *France Nouvelle*, du 3 décembre 1974. On est loin du Marchais de l'interview accordée à Harris et à Sédouy, et qui n'avait pas craint de déclarer comme exclu pour la France le type de transformations qui avaient été opérées en Europe orientale au lendemain de la Seconde Guerre.

les vraies causes du changement d'attitude du P.C. à leur égard. En effet, la polémique leur paraissait tout à fait injustifiée, la plupart des reproches des prétextes sans fondement. Certes, les communistes affirmaient avoir l'intention « d'élever la qualité de l'Union de la gauche » grâce au débat engagé avec les socialistes. « Pour élever la qualité de l'Union de la gauche, notre partenaire communiste choisit de curieux moyens », affirmait Lionel Justin, dans un document confidentiel préparé pour la convention nationale du P.S. de mai 1975<sup>7</sup>. Les socialistes ne cessaient de proclamer qu'en étalant des divergences réelles ou imaginaires avec le parti socialiste, le P.C. portait préjudice à l'Union de la gauche, il en diminuait sensiblement la crédibilité. Comment deux partis, si opposés sur des points essentiels, si l'on en croit les communistes, auraient pu mener en commun la barque de la France dans le cas où aux élections de mai 1974, Mitterrand aurait cueilli quelques centaines de milliers de voix de plus ? Certes, les dirigeants communistes affirmaient vouloir rester fidèles à l'Union de contraire. Que s'est-il passé dans leur esprit ? s'interrogeaient les socialistes. Y eut-il une levée de boucliers au sein du P.C. des éléments durs, staliniens, philo-soviétiques contre Marchais, accusé d'être allé trop loin dans la voie de l'opportunisme ? Le parti s'est-il adapté à une nouvelle tactique internationale décidée à Moscou ? Une fois de plus, le comportement du P.C. est apparu comme énigmatique à ceux-là même qui lui étaient naguère le plus proches.

Du côté communiste, c'est un article de François Hincker qui a donné les explications les plus fournies et les plus plausibles du changement d'attitude du P.C.<sup>8</sup>. D'après Hincker, le parti communiste a procédé en automne dernier à une analyse d'ensemble de la situation depuis l'élection présidentielle. Il ressortait de cette analyse que l'ambiguïté du parti socialiste jointe aux efforts de Mitterrand de « rééquilibrer la gauche », c'est-à-dire d'atteindre la suprématie, représentaient un danger pour le parti communiste. L'affaiblissement du P.C., visé par Mitterrand, correspondait aux vœux giscardiens « d'émasculer à l'avance le caractère transformateur de la politique de la gauche au pouvoir ». Aussi le P.C. se devait-il, s'il voulait « donner le maximum d'efficacité à la stratégie du Programme commun », de reprendre l'initiative, en vue de forcer les socialistes à surmonter leur ambiguïté et à « tirer les conclusions pratiques de leur rupture avec la collaboration de classe qu'a représentée la signature du Programme commun ». C'est pourquoi donc les communistes pressaient de plus en plus Mitterrand à se désolidariser des sociaux-démocrates occidentaux, à se séparer de Michel Rocard, prophète de l'autogestion, dont l'influence a été jugée comme particulièrement pernicieuse, à accepter de mener des campagnes communes avec le P.C. — évidemment sous la direction de celui-ci — sur des sujets concrets.

Notons que François Hincker insistait sur les divergences qui ont surgi entre les deux partis, quand à l'appréciation de la crise économique occidentale.

7. Cité dans le *Figaro*, du 3-4 mai 1975.

8. Cf. *Nouvelle Critique*, n° 79-80, décembre 1974-janvier 1975.

L'attitude devant la crise est la pierre de touche de tout le reste : sommes-nous bien d'accord sur la nature de l'origine de classe de la crise - la domination nationale et internationale du grand capital ?

En effet, le P.C.F. a parlé sans cesse de « prétendue crise » attribuant les difficultés économiques de la France quasi exclusivement aux super-profits des monopoles, invitant les travailleurs à refuser toute politique d'austérité et célébrant les régimes de l'Est où la crise « n'existe pas », alors que les experts du parti socialiste, notamment Michel Rocard et Jacques Attali, interprétaient la crise de manière très différente, semblable en fait aux analyses du P.C. italien. D'emblée, le parti communiste a refusé toute collaboration avec une politique qui demanderait des sacrifices à la classe ouvrière ; il a tenté de radicaliser les luttes revendicatives menées par la C.G.T.<sup>9</sup>

Force est de reconnaître que les explications de Hincker, si l'on sait lire entre les lignes, ne manquent pas de valeur. Le renforcement du parti socialiste, la dynamique de ce parti accru par l'affluence d'éléments venant du P.S.U. avec Rocard, de la C.F.D.T., de cadres, la décision du parti socialiste d'étendre son recrutement aux ouvriers, constituaient une menace réelle et non imaginaire pour le parti communiste, dans la mesure où celui-ci prétendait garder son rang de premier parti de la gauche. Il existait même le danger d'un renforcement ultérieur du parti socialiste, le rendant capable de se donner une alternative de centre-gauche dans le cas où le P.C. ne se laisserait pas réduire au rôle de force d'appoint<sup>10</sup>. Les prétentions socialistes ont réveillé la méfiance déjà ancienne de l'appareil et des militants communistes, et c'est ce courant de méfiance, de soupçon, d'hostilité, dont les porte-parole les plus vigoureux étaient Leroy, Laurent et Kanapa, qui eut le dessus lors des discussions qui ont précédé en octobre 1974 le congrès extraordinaire du parti<sup>11</sup>.

De toute manière, la politique frontiste pouvait être mise en veilleuse, puisque les prochaines élections législatives n'auraient lieu qu'en 1978 et sauf crise majeure, il n'y aura pas d'élections présidentielles avant 1981. Une perte de cré-

9. Cf. Paul BOCCARA, « La crise, sa nature, son aggravation », dans *L'Humanité* du 24 janvier 1975 ; Jean MAROT, « L'inflation selon Rocard », *id.*, 5 décembre 1974 ; « Le débat économique entre le P.C. et le P.S. », dans le *Quotidien de Paris*, 13 décembre 1974 ; François HINCKER, « Pour la gauche, un impératif : agir contre la crise », *Nouvelle Critique*, décembre 1974-janvier 1975 ; « Les pays socialistes et la crise », *L'Humanité* du 29 novembre 1974 etc. Notons que le 25 mai, Marchais a indiqué que c'était surtout sur l'appréciation de la crise que le point de vue du P.C. se distingue de celui du P.S. : Mitterrand refuse de considérer la crise actuelle comme « décisive » et d'en tirer les conclusions.

10. Paul LAURENT, dans son interview citée plus haut du 12 mai 1975, a reproché à Mitterrand d'avoir déclaré lors de sa visite à Moscou, qu'il y aurait en France « un gouvernement socialiste avec participation communiste ».

11. Cf. les débats et la résolution de ce congrès dans *L'Humanité* des 25, 26, 27, 28 et 29 octobre 1974.

dibilité de l'union de la gauche dans l'immédiat représentait donc un risque, somme toute, mineur. Les dirigeants du parti pouvaient estimer qu'ils disposeraient d'assez de temps pour rééquilibrer à leur tour la gauche en leur faveur et pour casser, s'il le fallait, le parti socialiste. Les critiques d'extrême-gauche du P.C., comme Alain Krivine, Arlette Laguillier et *Politique Hebdo*, n'étaient peut-être pas loin de la vérité lorsqu'ils disaient que c'est sous couvert d'un « radicalisme classiste », d'une démagogie ouvriériste et de lutte de classe, que les communistes s'efforçaient de reprendre leur situation monopoliste, alors que les socialistes, sentant obscurément la solidarité entre les structures de classe, la machine économique et l'intérêt de la classe ouvrière, répugnaient à la radicalisation et demeuraient essentiellement réformistes, malgré leur vocabulaire révolutionnaire.

En admettant qu'on tient là l'explication essentielle du changement de tactique communiste, on peut constater que dans quelques mois, leurs efforts ont porté des fruits. La dynamique du parti socialiste a été arrêtée ; le parti socialiste se montrait profondément divisé sur la question de l'attitude à prendre face à l'offensive communiste, et sur l'interprétation de la crise économique ; une gauche socialiste s'est formée autour du CERES, assez musclée pour embarrasser Mitterrand ; celui-ci a été amené, notamment lors de sa visite en Union soviétique réalisée après plusieurs ajournements, à parler un langage « anti-impérialiste » fort agréable aux oreilles communistes ; sa popularité a baissé alors que Georges Marchais rétabli de sa maladie, a occupé lestement le terrain abandonné par les socialistes.

Il y a tout lieu de croire d'ailleurs, que le changement survenu dans la politique du P.C. comblait les vœux du parti soviétique<sup>12</sup>. La nouvelle tactique, le vocabulaire dans lequel elle s'exprime, étaient d'une orthodoxie irréprochable. Dans les discours de Marchais et des autres chefs communistes français, il n'y avait plus guère d'écarts opportunistes ou autonomistes. L'entente cordiale du P.C.F. avec le parti communiste italien s'est éclipsée. Contrairement au P.C. italien, le P.C.F. a soutenu sans réserve le parti communiste portugais dans sa polémique avec les socialistes de Mario Soarès<sup>13</sup>. Le parti communiste français remplit de nouveau impeccablement sa fonction, essentielle pour les Soviétiques, et qui consiste à dénoncer et à combattre préventivement tout glissement de la politique française vers l'unification européenne ou vers l'atlantisme<sup>14</sup>.

12. Cf. l'article de la *Pravda* du 29 mars 1975, faisant l'éloge de la politique du P.C.F. et défendant celui-ci contre la presse de droite.

13. Enrico Berlinguer, embarrassé par l'interdiction du parti démocrate-chrétien et par les liens trop étroits du P.C. portugais avec le Mouvement des Forces armées, a proclamé le 22 mars son « désaccord » avec le parti portugais ; Georges Marchais, le 8 avril, a reproché à son homologue italien son « ingérence dans les affaires portugaises ». Le 23 mai, *L'Humanité* a accusé Soarès de mener un « jeu dangereux ».

14. Cf. « Joël Le Thele, M. Marchais et l'OTAN », dans *Le Monde* du 10 avril 1975 ; le discours de Paul Laurent et la réponse de Jacques Chirac, au Parlement, dans *Le Monde* du 11 avril.



Dans quelle mesure le P.C. soviétique a-t-il contribué à provoquer ou à encourager la nouvelle tactique du P.C.F. ? Il est difficile de le savoir. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est, premièrement, qu'il est improbable que le P.C. français ou du moins certains de ses dirigeants en contact permanent avec la direction de Moscou aient décidé de changer de politique sans consulter leurs camarades du Kremlin<sup>15</sup>, et deuxièmement, que le rétablissement de la situation antérieure du parti communiste français en tant que force dirigeante de la gauche, capable de peser (conjointement avec les gaullistes orthodoxes) sur les décisions du gouvernement semble correspondre parfaitement aux intérêts et aux attentes soviétiques. Quoi qu'il en soit, contrairement aux socialistes, induits à s'interdire tout autre choix en dehors de l'Union de la gauche, les communistes se sont réservés l'alternative d'une alliance avec les gaullistes anti-européens et anti-atlantiques. C'est cette alternative qui est indiquée par le mot d'ordre, lancé dès l'été 1974, de « l'Union du peuple français ».

---

15. Le P.C.F. n'a jamais dissimulé qu'il entend assumer correctement ses obligations internationales envers l'URSS et le camp socialiste. Ainsi a-t-on pu lire dans le premier bilan qu'il a publié sur ses conversations avec les socialistes en décembre 1970 : « Le Parti communiste entend s'inspirer dans son action des lois générales de la construction du socialisme fondées sur le marxisme-léninisme et sur les aspects positifs de l'expérience des pays déjà passés au socialisme. » Cf. Annie KRIEGL : « La dimension internationale du P.C.F. », dans *Politique étrangère*, n° 5, 1972. Cf. aussi C. HARMEL, « Communistes soviétiques et communistes français au service du même idéal », dans *Est-Ouest*, 1-15 mai 1975. Il est à noter que le P.C.F. a réagi avec agacement à un commentaire du *Monde* du 13 mai, qui l'a classé, à propos de la conférence communiste européenne en préparation, parmi les partis « centralisateurs », alignés sur Moscou. Le P.C.F. n'est pas moins indépendant, a souligné *L'Humanité* du 14 mai que la Ligue des communistes yougoslaves, et ne préconise aucun « centre » pour le mouvement communiste. Or le même jour, Georges Marchais a remis à la presse une déclaration, condamnant en termes extrêmement sévères la politique chinoise à l'occasion de la visite à Paris de Teng Hsiao Ping. Il est possible que le P.C.F. ne « s'aligne plus » purement et simplement, comme naguère, sur les positions soviétiques ; mais il se trouve sur la même ligne que le P.C.U.S.